

Intervention de l'Union syndicale SOLIDAIRES à la session plénière du CESER de la région Pays de la Loire des 23/24 février 2016 consacrée aux orientations budgétaires 2016.

Cette année encore, les orientations budgétaires de l'exécutif régional nous sont présentées dans un contexte économique et social extrêmement préoccupant, en particulier pour tous ceux et toutes celles qui n'ont de travail ou risquent de le perdre. Dans une situation marquée par une augmentation du chômage à laquelle n'échappe pas la région des Pays de la Loire, la poursuite des désengagements de l'Etat qui grèvent considérablement toute volonté de relance des investissements des collectivités territoriales qui représentent tout de même 75% de l'investissement public, la persistance d'une austérité budgétaire dont les ravages destructeurs ne sont plus à démontrer, le "nouveau cap pour les Pays de la Loire" présenté par la nouvelle majorité régionale, issue des urnes de décembre 2015, ne répond pas aux priorités dont a besoin la région.

Pour l'union syndicale Solidaires, la priorité devrait être donnée à l'activité et à l'emploi, en réaffectant les aides aux entreprises du pacte de responsabilité et du CICE vers les investissements réellement utiles, les augmentations de salaires et les prestations sociales car nous savons bien que ce sont les carnets de commandes dégarnis, faute de demande, qui bloquent l'activité, l'emploi et l'investissement. Le rapport que le président de région a commandé au CESER sur l'emploi n'a de sens, à nos yeux, que s'il s'inscrit dans cette perspective.

Le document des orientations budgétaires qui nous est présenté fait une très large part (les 2/3 du texte y sont consacrés) à une appréciation critique de la politique gouvernementale et à un bilan très négatif de l'ancienne majorité, et se limite, s'agissant des perspectives, pour le 1/3 restant, à un empilement de considérations générales, au demeurant fort ambiguës, qui relèvent plus de la navigation à vue que d'un "nouveau cap" à prendre, revendiqué par l'actuelle majorité.

Il y a pour le moins contradiction entre la volonté de stabiliser, voire de réduire la dette, et maintenir un niveau élevé d'investissement, déjà mis à mal par la réduction drastique des dotations de l'Etat.

Lorsque la majorité régionale indique que "la mise en oeuvre des politiques publiques régionales devra exiger plus de clarté dans les choix...", il est choquant de voir cette même majorité s'octroyer, à des fins exclusivement partisans, un financement de 60000€ d'argent public, pour une publicité faisant la promotion d'une pétition exigeant l'évacuation de la ZAD à Notre Dame des Landes. L'union syndicale Solidaires condamne sans appel cette pratique détestable, qui peut être apparentée à un détournement de fonds publics, et qui est en contradiction flagrante avec tous les discours sur la nécessité de cibler les économies.

Concernant ces fameuses économies, l'exécutif régional met l'accent sur la diminution des dépenses de fonctionnement, qui nous pose un sérieux problème d'autant que la masse salariale est clairement identifiée comme un des leviers sur lequel vous comptez agir. Malgré les propos qui se voulaient rassurants tenus par Mr Retailleau aux organisations syndicales du Conseil régional sur le fait que l'exécutif ne toucherait pas aux effectifs de la région, l'union syndicale Solidaires émet les plus vives craintes en la matière. Car comment ne pas mettre cette réduction des dépenses de fonctionnement de 40 millions € à la mi-mandature avec les déclarations de Mr Retailleau, rapportées dans la presse, lors de la désignation du nouveau Directeur général des Services, dont le président de région indiquait, sans ambages, je cite, "qu'il a le profil idéal pour dégraisser le mammoth régional".

Enfin, pour terminer, à quelques jours de la manifestation prévue le samedi 27 février, à Notre Dame des Landes, l'union syndicale Solidaires réaffirme son opposition totale au financement par la région Pays de la Loire du grand projet inutile que représenterait la construction d'un aéroport à Notre Dame des Landes. Nous pensons que, quand on manque d'argent, on doit s'abstenir de le jeter par les fenêtres. La priorité pour nous, à Solidaires, doit être de maintenir et de moderniser l'aéroport de Nantes Atlantique à des fins d'optimisation.

Jean Brunacci, représentant de l'union syndicale Solidaires
au CESER de la région des Pays de la Loire.